Lieux de destruction :

1. Commune du territoire concerné	Genay
Plan(s) de chasse concerné(s)	Non concerné
Lieu(x)-dit(s)	ZB 48,49,50,51 ZC 34,35,36,37,50,53,54,55,56,57,58,59 ZK 18,19 ZL 8,9,10,11,12,13,25,26,34,35
2. Commune du territoire concerné	Villaines-les-Prévôtes
Plan(s) de chasse concerné(s)	Non concerné
Lieu(x)-dit(s)	ZA 5,6,7,8 ZK 6
3. Commune du territoire concerné	Forléans
Plan(s) de chasse concerné(s)	Non concerné
Lieu(x)-dit(s)	ZB 26,34
4. Commune du territoire concerné	Millery
Plan(s) de chasse concerné(s)	Non concerné
Lieu(x)-dit(s)	ZD 22
5. Commune du territoire concerné	Vic-de-Chassenay
Plan(s) de chasse concerné(s)	Non concerné
Lieu(x)-dit(s)	ZR 11,12,34

Cette autorisation peut être prorogée jusqu'au 31 juillet 2025 si des dégâts agricoles sont encore constatés. Une nouvelle demande dûment justifiée devra alors être déposée.

Article 4 :

Le bénéficiaire devra être porteur d'une copie de la présente autorisation pour pouvoir la présenter à toute réquisition des agents assermentés chargés de la police de la chasse.

Article 5 :

Le permis de chasser validé est obligatoire pour chaque tireur.

Article 6 :

Les munitions, les armes à feu et tout autre équipement utilisé, doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er août 1986 modifié.

Article 7 :

Les tirs se feront dans le respect de l'arrêté préfectoral 20 avril 2017 relatif à l'usage des armes à feu.

Article 8 :

A l'issue de la période de régulation, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de transmettre le bilan des animaux prélevés pendant la période visée à l'article 3 au plus tard avant le 15 septembre 2024 :

- par la démarche simplifiée suivante : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/cote-dor-21-bilan-individuel-de-destruction-a-tir>
- ou, en cas d'impossibilité, par un imprimé mis à disposition sur la page Internet suivante : <https://www.cote-dor.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Chasse/Especes-susceptibles-d->

occasionner-des-degats-ESOD/La-destruction-des-animaux-susceptibles-d-occasionner-des-degats-dans-le-cas-general

L'imprimé est à renvoyer à la Direction départementale des territoires de la Côte d'Or, à l'adresse ddt-cf-spae@cote-dor.gouv.fr

Toute personne n'ayant pas retourné son compte rendu même en l'absence de prélèvement ne pourra bénéficier d'une autorisation l'année suivante.

Article 9 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon dans les deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédures : www.telerecours.fr.

Article 10 :

La directrice départementale des territoires, les autorités chargées de la police de la chasse, ainsi que le maire de la commune concernée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des territoires,

Le responsable du bureau chasse forêt

Signé : Emeric BUSSY